

Les troupes allemandes en vallée de l'Ysieux

3 septembre 1914

C'est dans un contexte particulièrement tendu et lourd, après l'assassinat de l'archiduc héritier de l'Empire austro-hongrois à Sarajevo, que la mobilisation générale est décrétée le 1^{er} août 1914, à la même heure en Allemagne et en France. Elle est effective du 2 au 18 août. A cette dernière date 1,7 millions d'hommes et leur matériel ont rejoint sur leur ligne de combat les 5 armées françaises couvrant le territoire nord-est de la France du Jura à la frontière belge. La constitution d'une 6^{ème} armée va, dans le courant du mois d'août, grossir l'effectif. Au total, en cet été 1914, c'est quelque 3,7 millions de soldats qui défendent le sol national. L'ennemi dispose lui de 4 millions d'hommes.

Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France. Le lendemain, c'est l'Angleterre qui déclare la guerre à l'Allemagne. Le président de la République, Raymond Poincaré, parlera à ce propos d'Union sacrée. Un corps expéditionnaire anglais (à peu près 100 000 soldats) débarque dans les jours qui suivent et rejoint le front rapidement, à l'aile gauche (au nord) de nos armées.

Deux plans de guerre s'opposent. Les armées allemandes, sous les ordres du général Von Moltke, s'enfoncent en Belgique en prévoyant un mouvement circulaire qui doit leur permettre d'entrer sur le territoire français dans les Ardennes. Quant aux troupes

Charleroi, c'est la débâcle également pour notre 5^e armée renforcée pourtant par la présence à ses côtés du corps expéditionnaire anglais. En trois jours (du 20 au 23 août), sur l'ensemble des fronts, on dénombre 40 000 tués du côté français (dont 27 000 le 22, le jour le plus meurtrier de la guerre).

La raison commande alors de rompre le combat. Le général Joffre ordonne la retraite générale de nos troupes. Conduit avec une extrême autorité (de nombreux soldats fusillés pour « insubordination »), le repli à marche forcée, du 24 août au 5 septembre, ramène nos armées poursuivies par les unités allemandes, sur la Marne.

Devant cette avance de l'ennemi vers la capitale le gouvernement s'inquiète et, le 2 septembre, quitte

françaises, dont le commandant en chef est le général Joffre, elles doivent, selon un plan adopté en avril 1913, mener une offensive en Lorraine (territoire annexé à l'Allemagne depuis la défaite de 1870) de façon à porter un coup sévère au dispositif adverse en son milieu. Le haut-commandement qui a eu connaissance du plan allemand ne le croit pas réalisable. L'état-major français pense que l'armée belge barrera la route à l'invasion (surestimation de la « quasi inviolabilité » des places fortes de Liège et Namur) et, également, que les effectifs des troupes allemandes ne seraient pas aussi nombreux qu'ils veulent le faire croire. L'histoire va s'écrire autrement.

Les Allemands attaquent Liège dès le 5 août, prennent rapidement la ville puis deux armées (la 1^{re} commandée par le général Von Kluck et la 2^e avec à sa tête le général Von Bülow) filent vers l'ouest s'emparant de Bruxelles le 20 août. Le général Joffre ne s'inquiète guère. Il met en application son plan et lance l'offensive en Lorraine le 19 août. Cela tourne rapidement à l'échec. À l'autre extrémité du front, le 21 août, débute la bataille des Ardennes. Après de violents et meurtriers combats, la défaite est cuisante pour nos troupes ; 48 heures plus tard la retraite est décidée. Plus à l'ouest encore, du côté de

Paris pour Bordeaux. La population commence seulement à mesurer l'ampleur de la tragédie : 500 000 Parisiens fuient la capitale. Les pouvoirs de défense sont confiés au gouverneur militaire de la place de Paris, le général Gallieni. Celui-ci organise promptement, avec les faibles moyens mis à sa disposition, la résistance de ce qu'il est convenu d'appeler le camp retranché de Paris. Les troupes qui ont participé à la retraite, fatiguées et démoralisées, ne sont malheureusement plus en mesure de se battre avec une grande efficacité. C'est la 6^e armée française, fraîchement constituée et placée sous le commandement du général Maunoury, qui essaie de contenir l'avance adverse au nord-est de Paris.

Les unités sous les ordres de Von Kluck arrivent le 2 septembre à Senlis et une avant-garde ennemie est

signalée au sud de Chantilly. C'est donc le 3 septembre que des soldats allemands entrent dans la Vallée de l'Ysieux, poussant le général Maunoury à établir son quartier général d'abord au fort d'Écouen, puis au Tremblay-en-France et ensuite au Raincy. Une ligne de défense française est mise en place avec l'incorporation de troupes de réserve, de Pontoise jusqu'aux hauteurs à l'ouest de Meaux. Cela n'empêche nullement la progression ennemie vers la capitale sur l'axe des routes de Senlis et de Creil à Paris.

Inutile de souligner que l'aviation française est sollicitée pour, entre autres, suivre la marche des troupes ennemies. Les renseignements qu'elle fournit ce 3 septembre dans l'après-midi font état d'une modification importante dans leur progression. Les belligérants ne progressent plus sur un axe sud-ouest vers Paris mais font visiblement un mouvement tournant vers le sud-est avec sans doute pour objectif d'essayer « d'envelopper » les troupes françaises sur leur aile droite (celles qui avaient menées l'attaque en Lorraine). Toutefois une de leurs unités (le 4^e corps de réserve) couvre ce mouvement tournant. Elle est, ce 3 septembre, responsable d'un engagement à Luzarches avec un détachement de cavalerie de l'armée Maunoury. En obliquant sa progression vers le sud-est, le général Von Kluck ouvre une brèche dans le front des armées allemandes. Le lendemain, 4 août, la marche vers le sud de la 1^{re} armée allemande est confirmée. Même le 4^e corps de réserve fait mouvement. Retraversant la route de Paris à Senlis, il se dirige vers Dammartin-en-Goële. « L'occupation » de notre vallée n'aura été que de quelques dizaines d'heures. Une stèle érigée sur la commune de Luzarches, en bordure de la route départementale 316 marque symboliquement la limite de l'avancée des troupes allemandes.



Borne placée sur la D316 (exN16) au niveau de Luzarches

Par son mouvement l'armée de Von Kluck s'expose à une contre-attaque sur son flanc droit, d'autant plus qu'elle a ouvert une brèche entre elle et la 2^e armée commandée par Von Bülov. Cela n'a pas échappé au général Gallieni qui prépare cette offensive, laquelle doit être immédiate. Son initiative doit cependant être approuvée par le général Joffre et recevoir également l'accord du maréchal French, commandant du

corps expéditionnaire anglais, dont le soutien est indispensable pour repousser les Allemands au-delà de la Marne et du Grand Morin. Le commandant en chef serait plutôt favorable à un temps de récupération afin de compléter avec de nouvelles recrues les armées qui ont eu de très lourdes pertes tant en vies humaines qu'en matériel. Le commandant anglais traîne également les pieds dans un premier temps. Gallieni arguant de la défense de Paris, dont le gouvernement l'a chargé, parvient à faire admettre ses vues en soutenant qu'à tout

moment l'ennemi peut se retourner et faire de la prise de la capitale un objectif prioritaire. L'offensive est finalement décidée pour le 6 septembre.

Gallieni en profite pour renforcer la 6^e armée du général Maunoury avec des divisions de réserve et une unité algérienne récemment arrivée en Ile-de-France. Pour hâter cette opération, il réquisitionne des taxis parisiens et fait ainsi transporter à Nanterre-le-Haudouin le 7 septembre, et ce en quelques heures seulement, quelque 4 000 soldats de la 7^e division laquelle vient d'arriver le matin même à Paris revenant de Verdun où elle a été sérieusement éprouvée. Dès le lendemain matin, cette unité sera ainsi à nouveau opérationnelle.

C'est à cette date que commence « la bataille de la Marne »

René LE MEE
Foyer rural de Bellefontaine